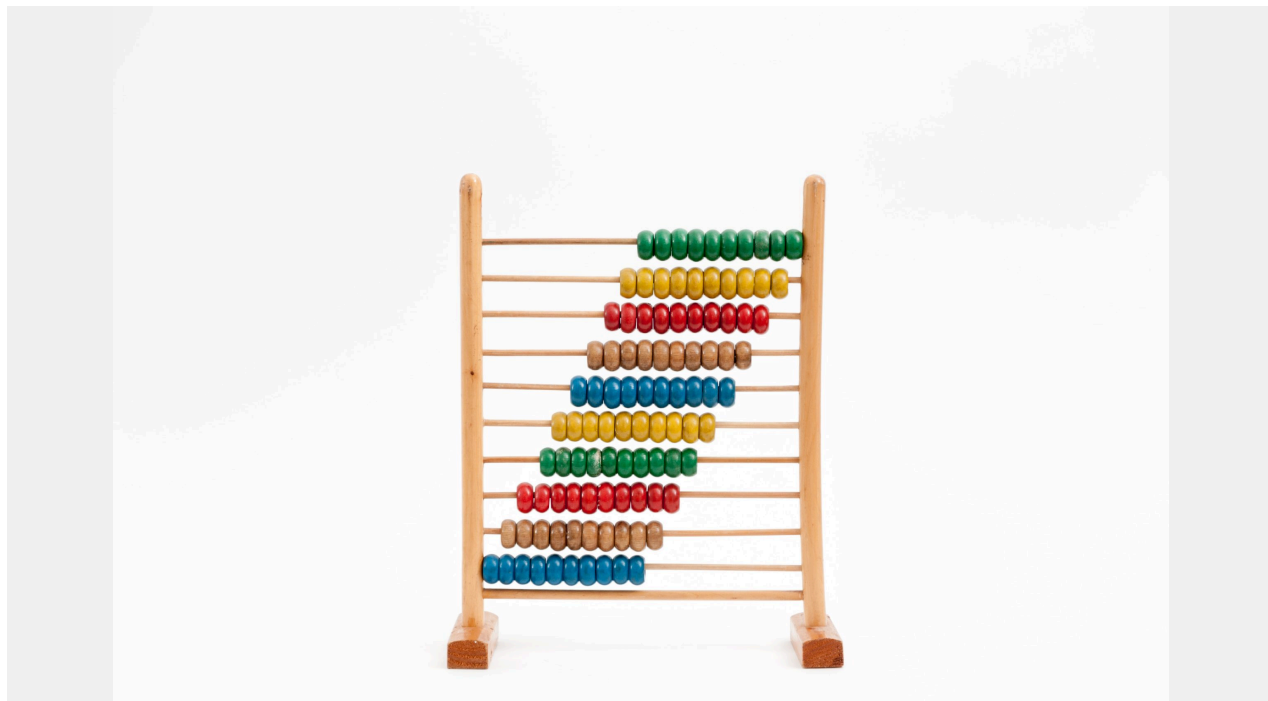


«*Et qui va payer pour tout ça?*»



La question de savoir qui va payer les dépenses publiques est bien plus qu'une question technique. Elle implique de mettre en évidence les présupposés contestables qu'elle sous-tend. Au lieu d'être aveuglé par de fausses contraintes financières, il est impératif de réorienter l'argent et d'investir pour déclencher une dynamique d'évolution économique respectueuse de l'humain, de l'environnement et des principes démocratiques.

La question qui fâche, apparemment

La question de comment financer les dépenses publiques, de n'importe quel type, est aujourd'hui au premier plan de tout débat public. «Qui va payer pour tout ça?» est la rétorque habituelle à chaque proposition de politique progressiste qu'il s'agisse de réduire des inégalités, de soutenir économiquement des citoyens en

difficulté passagère ou permanente, de créer des emplois publics, ou de renforcer l'investissement public. Et nous sommes tombés pleinement dans ce piège. Nous ne cessons de « chiffrer » nos programmes pour démontrer, via une projection d'équilibre budgétaire, que nous sommes aussi compétents que les partis de gouvernement à l'instar de la droite austère ; voire plus compétents encore que ces partis qui n'ont pas, en trente ans de dominance néolibérale, réussi à équilibrer un seul budget public...

Il est désormais indispensable de faire émerger les sous-jacents de cette question: «et qui va payer pour tout ça»? Laissons de côté l'explication selon laquelle le budget public n'est pas équivalent au budget d'un ménage – ceux qui établissent une équivalence entre les deux sont verrouillés dans une école de pensée qui est marginale, même au sens de la pensée économique dite orthodoxe ou «mainstream». La notion d'un surendettement public reste enracinée parmi un large groupe, voire la majorité d'intervenants dans le débat public. Citons comme exemple des économistes comme Kenneth Rogoff et Carmen Reinhardt qui ont tenté de démontrer le fardeau que la dette constitue comme frein à la croissance. Selon leur analyse – peu robuste par ailleurs pour des raisons de manipulation des données et de spécification de modèle –, un niveau de dette supérieur à 90 % du PIB pénaliserait la croissance économique. Cela sans se poser, en premier lieu, la question de la désirabilité de cette croissance. La cure d'austérité qui s'est imposée en Europe s'inspire largement de ce type d'analyse, pourtant très contestable.

«Il n'y a plus d'argent»

La question cache bien plus que des questions techniques. «Qui va payer pour tout ça?» est une question qui sous-tend des présomptions qui nous mènent directement vers la structure de pouvoir d'une société capitaliste qui vire à sa propre destruction. Le premier présupposé est qu'«il n'y a pas d'argent». Les caisses de l'État sont vides. En bref, la capacité financière et fiscale de l'État serait durablement et irréversiblement diminuée par la mondialisation, les marchés financiers et les impératifs de la compétitivité. Nous n'avons désormais plus d'autre option que de calibrer nos ambitions par rapport à une base fiscale constituée par les membres les moins mobiles de nos sociétés : les salariés dont la part de la valeur ajoutée est en constante diminution et qui sont verrouillés sur place par leur crédit immobilier, ainsi que les consommateurs dont le pouvoir d'achat réel stagne. Dans ce sens, bien évidemment, il n'y a plus d'argent. Essayer de squeezer encore des ressources fiscales à un électorat déjà sous forte pression n'est pas une stratégie politique viable ces jours-ci.

Or, la présomption selon laquelle il n'y a plus d'argent est, de toute évidence, complètement fautive. Le fait est qu'il y a plus de ressources financières que jamais. Le problème que nous avons n'est pas celui de l'absence de ressources, mais celui des « Twin Peaks ». D'un côté, il existe une montagne de ressources financières et de liquidités investies sur des supports non productifs. De l'autre, il existe une montagne de dettes que l'on n'arrive pas à amortir, faute d'une évolution économique conduisant à cela. Les mécanismes qui permettraient à l'une de ces cimes de rencontrer l'autre sont actuellement fracturés. Notamment, nos systèmes d'intermédiation financière sont aujourd'hui incapables de transformer l'épargne en investissement dans l'économie réelle à la hauteur nécessaire pour nous sortir de la stagnation dans laquelle nous nous trouvons. La réglementation du secteur financier incite aujourd'hui principalement au refinancement des actifs existants, réputés liquides, qui offrent un profil de valorisation en hausse. Cette réglementation est donc avant tout bénéfique pour la solvabilité affichée de nos banques et donc pour leur valorisation par le marché. Autrement dit, l'idée qu'il n'y a pas d'argent est complètement fautive. On est face à une question de distribution sous-optimale des ressources financières, potentiellement bien plus néfaste et corrosive que ce que certains économistes de premier plan aujourd'hui ne le laissent penser. On est également, et ceci est crucial dans le contexte actuel, face à des fractures dans les institutions de gestion financière de nos sociétés en général, et celle du système bancaire en particulier. Dans son ensemble et pour des raisons d'aversion au risque dans un cadre réglementaire pervers, ces dernières orientent de plus en plus de ressources vers le (re)financement des actifs existants. On peut aujourd'hui estimer qu'une partie très réduite de bilans

bancaires est dédiée au financement de l'économie réelle. Le reste est dédié à l'extraction de rentes des effets de valorisation des bilans via l'immobilier ou l'échange des actifs financiers sur les marchés secondaires. Cette extraction est éloignée des transactions et du flux du marché premier qui transporte de l'épargne vers l'investissement. Ce comportement systémique mène par ailleurs à une dynamique d'endettement à titre propre, qui vient grever encore plus les ressources disponibles. *In fine*, l'austérité publique se traduit tout simplement en endettement des ménages, dans la mesure où l'on arrive à presser un peu de croissance du système. L'austérité et la responsabilité budgétaire équivalent simplement à la prolétarianisation de la dette publique.

La dépense publique est un trou noir

La deuxième présomption qui sous-tend la question de savoir «qui va payer pour tout ça» est qu'il n'y a pas de «dividende» économique et social à espérer d'une expansion de la dépense publique. Il n'y a pas de «retour sur investissement» clair – l'idée de la dépense publique comme inefficace et politiquement dictée, voire corrompue, et favorable à des intérêts particuliers est toujours présente. D'ores et déjà, s'appropriier plus de ressources via la fiscalité violerait des conditions d'optimalité de Pareto, et conduirait à soustraire des ressources à des agents qui sauront mieux les employer que l'État.

À l'heure qu'il est, il reste à démontrer, théoriquement et empiriquement, que les agents privés allouent mieux les ressources existantes que ce que ferait un secteur public sous gouvernance démocratique. Cela notamment dans l'optique de déclencher une dynamique d'évolution économique qui élargit les opportunités d'emploi et de travail, qui réduit les inégalités, qui respecte les contraintes des ressources humaines, environnementales et climatiques, et qui évite de reproduire les fragilités du passé, notamment dans le domaine financier. Si l'on ne regarde que l'histoire économique récente, à partir de la fin de la période de la « grande modération » où l'on s'imaginait entre économistes que le cycle économique et le risque de grandes crises étaient maîtrisés, il y a des raisons de douter de la capacité d'*homo economicus* d'agir dans ses propres intérêts.

Par rapport à ces objectifs, nous sommes aujourd'hui dans une situation d'urgence, à plusieurs titres. En premier lieu, il est question d'assurer que l'humanité arrive, dans les prochaines décennies, à vivre dans des conditions environnementales et climatiques tolérables et soutenables. La transition écologique dans toutes ses dimensions nécessite une vague d'investissements sans précédent historique. Décommissionner le capital productif brun pour un capital vert est une priorité absolue. Sortir de la déflation («réflater») l'économie française et européenne dans cette direction est, dans l'absence d'une relance par l'économie marchande, *de facto* la responsabilité de l'État français et de la communauté que constituent les États membres de l'Union européenne. Leur légitimité en dépend. Si l'État français et l'Union européenne n'arrivent pas à se concerter pour réaliser cet effort, nous serons à courte échéance face à une crise sociétale et institutionnelle sans précédent.

Deuxièmement, il est question de sauvegarder la gouvernance démocratique et la société ouverte. Ici, la dépense et l'investissement publics jouent *de facto* un rôle primordial, au-delà des investissements nécessaires pour le renouveau et l'adaptation environnementale et climatique de notre appareil productif. Enrichir le secteur public des moyens d'investir en ressources humaines et de prendre au sérieux la société des connaissances est aujourd'hui un impératif démocratique. Le contraire, c'est-à-dire se laisser aveugler par de fausses contraintes financières dans l'action publique, invite, voire favorise, le retour au centre des forces politiques néonationalistes sociales-xénophobes et autoritaires qui vont servir de dernier refuge à un néolibéralisme déjà en faillite.

Sur le fond, «qui va payer pour tout ça» est, en dépit de ses semblants d'airs de respectabilité et de responsabilité, un questionnement extrêmement corrosif de toute notion de société et de citoyenneté. La question renvoie à l'idée que l'on doit un retour sur investissement à court terme, un dividende si l'on veut, en contrepartie d'une contribution. Les normes de rentabilité court terme et la liquidité des droits appliqués aux

entreprises par les marchés financiers ont fini par infecter la relation entre citoyen et État.

Une économie qui fonctionne correctement requiert des entreprises qui, au-delà de fournir des emplois et d'être des vecteurs d'extraction de valeur ajoutée et de richesses, se voient comme des contributeurs vitaux à la société. Cela requiert également que, via une gouvernance démocratique, nos instances de décision publique soient capables d'établir des règles qui récompensent – plutôt que de pénaliser – les entreprises qui ont un comportement citoyen et sont orientées vers le long terme. Cela nous oblige aussi à mieux équilibrer les incitations pour les agents économiques à épargner, à investir et à créer des emplois avec une approche du partage de la richesse créée. Ce rééquilibrage sera un précieux moyen pour les pays de gérer les services publics dont tous les citoyens ont besoin, les pauvres davantage que les riches. Il favorisera également le développement d'une économie qui permet aux citoyens de réellement gagner leur vie et qui garantit l'intégration sociale des plus vulnérables – les jeunes en formation, les retraités, les demandeurs d'emploi et les personnes qui vivent en marge de la société ou encore celles qui se réfugient chez nous.

On est plus endettés qu'on ne le réalise de jour en jour

Depuis un certain nombre d'années, un travail très sérieux est mené pour enrichir les indicateurs économiques. L'objectif est de refléter d'autres préoccupations de pertinence économique et sociale que simplement la croissance et ses bases dans la comptabilité nationale.

Il est désormais indispensable d'élargir ce cadre à l'analyse de l'endettement. Voici un troisième pan de l'étude de la question de savoir « qui va payer pour tout ça ». Aujourd'hui, la question est restreinte à la notion d'endettement purement financier. La dette environnementale, climatique et humaine accumulée par les régimes de croissance qui ont dominé jusqu'ici n'est aujourd'hui pas reconnue. À côté de la banque centrale, il y a désormais un autre prêteur en dernier ressort : notre biosphère et les conditions de la vie humaine. Ce prêteur est poussé dans ces retranchements avec l'entrée dans l'anthropocène. Le problème est que la biosphère n'a pas d'huissiers à envoyer vers les activités économiques *de facto* en faillite environnementale, climatique et humaine. Et le risque est bien réel. Le passif environnemental, climatique et humain finira par avoir des effets néfastes sur notre capacité à rembourser la dette purement financière, et à assumer correctement les passifs sociaux qui s'attachent à la fonction publique et à l'économie marchande aujourd'hui.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Ulf Clerwall, « Et qui va payer pour tout ça ? », *Silomag*, n°2, avril 2017. URL : <https://silogora.org/et-qui-va-payer-pour-tout-ca/>